



COMPTE RENDU

Paris, 19 janvier 2026

8ème GT EGALITE PROFESSIONNELLE 9 JANVIER 2026

Prévenir et lutter contre les violences sexuelles, le harcèlement, les agissements sexistes et prendre en compte les violences intra- familiales

FO Fonction publique était représentée par : Anne FLORENTIN et Carine DORMY en présentiel, et par Sophie ARDON et Valérie PUJOL en visio.

Le principal objet de cette réunion était l'intervention d'une experte : Roxana MARACINEANU, ancienne ministre des Sports, secrétaire générale de la mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains (MIPROF).

La parole se libère au niveau du sport en 2018. A l'époque, elle n'a trouvé personne à qui parler en tant que ministre. Dans le même temps, on lui demandait de diminuer de moitié les fonctionnaires de son ministère (retour pour eux dans les fédérations sous délégation).

Pourtant, c'est à l'Etat de protéger dans la sphère privée comme dans la sphère professionnelle.

La lutte contre le harcèlement et les violences est une condition préalable à l'égalité professionnelle.

Le problème est le manque de données ; sans données publiées, il ne peut y avoir de prise de conscience des responsabilités :

Qui doit enquêter ?

Qui doit sanctionner ?

Qui accompagne les victimes ?

Qui accompagne les personnels qui s'occupent des victimes (et qui subissent des troubles vicariants, c'est-à-dire des traumatismes par procuration) ?

Une femme se déclare victime toutes les 23 secondes en France. Si on extrapole, 40 000 femmes seraient victimes dans la Fonction publique sur leur lieu de travail et 56 000 le seraient dans la sphère privée (la plupart du temps, l'agresseur est alcoolisé).

Roxana MARACINEANU prône un seul circuit de signalements tous versants confondus (dispositif de signalement numérique centralisé). Pour elle, il faudrait rendre obligatoire dans les entretiens d'évaluation annuels la question « avez-vous été victime de violences cette année (sphère perso ou pro) ? ».

Elle souhaiterait une formation obligatoire de sensibilisation contre les violences sexistes et sexuelles, à l'image de la formation obligatoire « incendie-secours ».

Elle formule le souhait de pouvoir disposer de données brutes et pas forcément des pourcentages.
Il y a des vents contraires en ce moment : montée de la prostitution et montée du masculinisme sur les réseaux sociaux.
Il existe un site internet de l'Etat « Arrêtons les violences ».

A l'issue de ce témoignage, FO s'est exprimée :

Nous avons signalé dès la reprise des discussions égalité pro au printemps 2025 le manque de données, le manque de statistiques genrées émanant de l'INSEE.

Il faudrait faire de la pédagogie pour définir les violences sexistes et sexuelles. A partir de quand on est victime de violences sexistes et quand agir ? Il faudrait diffuser le « baromètre des violences sexistes et sexuelles au travail » à tous les agents de la Fonction publique.

FO a rappelé sa demande de budget à la hauteur des besoins et souligne l'importance de la question de l'accès au logement dans le cadre de l'accompagnement et de la protection des victimes.